

<p align="center">CONVENTION FINANCIERE 2023 – Caisse sociale de développement local (CSDL)</p>
--

Entre

La Caisse Sociale de Développement Local (CSDL) représentée par son Président, Monsieur François Xavier Bordeaux, domiciliée 29 rue du Mirail, à Bordeaux (33300)

ci-après désignée « **CSDL** »

Et

Bordeaux Métropole domiciliée à Bordeaux, Esplanade Charles de Gaulle, 33045 Bordeaux cedex, représentée par son Président, Monsieur Alain Anziani, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil de Bordeaux Métropole n° 2023/ du 31/03/2023

ci-après désignée « **Bordeaux Métropole** »

PREAMBULE

La CSDL est une association créée en 1998 qui œuvre dans le champ du soutien aux entreprises en favorisant sur la Métropole la création d'activité pour des personnes sans emploi n'ayant pas ou pas complètement accès au crédit bancaire pour financer leur projet de création, de reprise ou de développement d'entreprises.

En application de l'article 10 de la loi n° 2000-32 1 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et de l'article 1er du décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001, une convention s'impose pour tout financement public aux organismes de droit privé supérieur à 23 000 €.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la CSDL s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, son programme d'actions.

Dans ce cadre, Bordeaux Métropole contribue financièrement à ce projet et n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2. DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention a une durée d'un an à compter de sa date de signature, sans préjudice des conditions de versement du solde définies à l'article 5.

ARTICLE 3. CONDITIONS DE DETERMINATION DE LA SUBVENTION

Bordeaux Métropole s'engage à octroyer à la CSDL une subvention plafonnée à 38 000 €, équivalent à 4,8% % du montant total estimé des coûts éligibles d'un montant de 782 000 € sur l'ensemble de l'exécution de la convention, établis à la signature des parties conformément au budget prévisionnel figurant en **annexe 1** de la convention. Cette subvention est non révisable à la hausse.

Dans l'hypothèse où la subvention accordée s'avère inférieure à la subvention demandée par l'organisme, il appartient à ce dernier de trouver les recettes nécessaires à l'équilibre du budget prévisionnel.

Dans l'hypothèse où tes dépenses réelles s'avèreraient être inférieures au montant des dépenses éligibles retenu, le montant définitif de la subvention sera déterminé par application de la règle de proportionnalité suivante :

Subvention définitive = Dépenses réelles x Subvention attribuée / Montant des dépenses éligibles

Ce calcul sera effectué au regard du compte rendu financier que la CSDL devra transmettre à Bordeaux Métropole selon les modalités fixées à l'article 5.

ARTICLE 4. CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION

La subvention accordée devra être utilisée conformément à l'objet défini à l'article 1. Toute contribution inutilisée ou non utilisée conformément à son objet devra être remboursée.

Par ailleurs, selon les dispositions prévues à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'organisme subventionné.

ARTICLE 5. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Bordeaux Métropole procédera au versement de la subvention d'un montant de 38 000 €, selon les modalités suivantes :

- Un 1^{er} acompte de 80%, soit un montant de 30 400 €, après signature de la présente convention,
- Un solde de 20%, soit un montant de 7 600 €, après les vérifications réalisées par Bordeaux Métropole conformément à l'article 6, somme qui peut être revue à la baisse en vertu des conditions définies à l'article 3.

La subvention sera créditée au compte de la CSDL selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 6. JUSTIFICATIFS

La CSDL s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice et au plus tard le 31 août 2024, les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions comprenant les éléments mentionnés à l'**annexe 2** et définis d'un commun accord entre les deux parties. Ces documents sont signés par le Président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du Code de commerce.
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7. AUTRES ENGAGEMENTS

L'organisme communique sans délai à Bordeaux Métropole la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer Bordeaux Métropole sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Respect des règles de la concurrence : l'organisme pourra être soumis aux directives métropolitaines de coordination des procédures de passation des marchés publics dans la mesure où celle-ci répondrait à la définition de « pouvoir adjudicateur » au sens du droit communautaire (article 3-1 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au Code des marchés publics).

La Caisse sociale de développement local s'engage à faciliter le contrôle par Bordeaux Métropole, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation de la subvention attribuée et de façon générale de la bonne exécution de la présente convention.

Bordeaux Métropole peut demander le cas échéant toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'action subventionnée.

Sur simple demande de Bordeaux Métropole, la Caisse sociale de développement local devra lui communiquer tous les documents de nature juridique, fiscale, social et comptable et de gestion, utiles.

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du CGCT, Bordeaux Métropole pourra procéder ou faire procéder par des personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour

s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

A cette fin, le bénéficiaire conserve les pièces justificatives de dépenses pendant 10 ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

ARTICLE 8. ASSURANCES ET RESPONSABILITES

La CSDL exerce les activités rattachées à la présente convention sous sa responsabilité exclusive.

La CSDL s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de Bordeaux Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en capacité de justifier à tout moment à Bordeaux Métropole les attestations d'assurances correspondantes.

ARTICLE 9. COMMUNICATION

La CSDL s'engage à mentionner le soutien apporté par Bordeaux Métropole (notamment en apposant le logo de Bordeaux Métropole) sur les documents destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.

Elle s'engage par ailleurs, à ce que les relations qu'elle pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image de Bordeaux Métropole ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que Bordeaux Métropole apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.

ARTICLE 10. SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par la CSDL sans l'accord écrit de Bordeaux Métropole, celle-ci peut respectivement exiger le versement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'organisme et avoir préalablement entendu ses représentants. Bordeaux Métropole en informe l'association, par lettre recommandée, avec accusé de réception.

ARTICLE 11. AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les deux parties. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

ARTICLE 12. RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi

d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 13. CONTENTIEUX

Les difficultés qui pourraient résulter de l'application de la présente convention feront l'objet, préalablement à toute procédure, d'une conciliation à l'amiable.

En dernier ressort, les litiges qui pourraient s'élever entre les parties au sujet de l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal compétent.

ARTICLE 14. ELECTION DE DOMICILE

Les notifications ou mises en demeure faites entre les parties au titre des dispositions de la présente convention sont valablement effectuées par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à leur domicile respectif dans le ressort de l'exploitation.

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties font élection de domicile :

Pour Bordeaux Métropole :
Monsieur le Président de Bordeaux Métropole
Esplanade Charles de Gaulle
33045 Bordeaux cedex

Pour l'organisme :
Monsieur le Président de la Caisse sociale de développement local
29 rue du Mirail
33000 Bordeaux

ARTICLE 15. PIECES ANNEXES

Les pièces suivantes sont annexées à la présente convention :

- Annexe 1 : Budget prévisionnel
- Annexe 2 : Modèle de compte-rendu qualitatif et financier

Fait à Bordeaux, le

Le Président
de la Caisse sociale de développement local

Le Président
de Bordeaux Métropole
et par délégation,
Le Vice-président

François Xavier BORDEAUX

Alain GARNIER

Annexe 1 : Budget prévisionnel

NOM DE L'ORGANISME :

CAISSE SOCIALE DE DEVELOPPEMENT LOCAL

ANNEXE A _ BUDGET GLOBAL DE L'ORGANISME

Exercice 2023

- Si le porteur de projet peut déduire la TVA, les montants inscrits sont Hors taxes (HT).
- A cet effet, indiquez clairement dans le tableau ci-dessous si les sommes sont HT ou TTC - TTC
- Pour vous aider à compléter le budget si-dessous : Cf Guide de constitution des budgets
- Le budget 2023 doit être équilibré

	CHARGES (en euros)			PRODUITS (en euros)		
	Budget 2022 (1)	Budget 2023 (1)	Réalisé 2023 (2)	Budget 2022 (1)	Budget 2023 (1)	Réalisé 2023 (2)
60 - Achats	7 250	3 250	0			
Achats d'études et de prestations de service			-3 250			
Achats stocks de matières et fournitures			0			
Achats non stockables (eau, énergie)			0			
Fournitures d'entretien et de petit équipement	250	250	-250			
Fournitures administratives	2 000	2 000	-2 000			
Autres fournitures	5 000	1 000	-1 000			
61 - Services extérieurs	30 430	30 430	-30 430			
Sous-traitance générale	390	390	-390			
Locations mobilières et immobilières	27 500	27 500	-27 500			
Entretien et réparation	880	880	-880			
Primes d'assurance	1 500	1 500	-1 500			
Documentation	160	160	-160			
Divers			0			
62 - Autres services extérieurs	36 888	38 750	-38 750			
Rémunérations intermédiaires et honoraires	23 238	24 000	-24 000			
Publicité, publications	150	150	-150			
Déplacements, missions et réceptions	5 000	6 000	-6 000			
Frais postaux et de télécommunication	600	600	-600			
Services bancaires	7 900	8 000	-8 000			
Divers			0			
63 - Impôts et taxes	1 500	1 500	-1 500			
Impôts et taxes sur rémunérations			0			
Autres impôts et taxes	1 500	1 500	-1 500			
64 - Charges de personnel	411 800	423 800	-423 800			
Rémunérations du personnel	290 000	298 000	-298 000			
Charges sociales	120 000	124 000	-124 000			
Autres charges de personnel	1 800	1 800	-1 800			
65 - Autres charges de gestion courante	1 120	1 120	-1 120			
66 - Charges financières	35 000	38 000	-38 000			
67 - Charges exceptionnelles			0			
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	240 000	245 000	-245 000			
69 - Impôt sur les sociétés	150	150	-150			
TOTAL DES CHARGES	764 138	782 000	0			
86 - Emploi des contributions volontaires en nature	3 800	3 800	-3 800			
- Secours en nature			0			
- Mise à disposition gratuite des biens et services			0			
- Personnel bénévole	3 800	3 800	-3 800			
TOTAL DES PRODUITS	764 138	782 000	0			
70 - Ventes de produits finis, prestations de services			0			
Vente de produits finis, de marchandises			0			
Prestations de services			0			
Produits des activités annexes			0			
Parrainages (7063)			470 170			
74 - Subventions d'exploitation			507 670			
Etat (préciser le(s) ministère(s) sollicité(s))			37 500			
Conseil Régional			139 850			
Conseil Départemental			139 850			
Bordeaux Métropole			150 000			
Autres EPCI			150 000			
Ville de Bordeaux			125 000			
Autre(s) commune(s)			8 200			
Organismes sociaux			150 000			
Fonds européens			8 700			
Emplois aidés			0			
Autres (préciser) : Crédit Municipal de BDx			21 620			
Aides privées			21 620			
75 - Autres produits de gestion courante			0			
Cotisations			0			
Donations manuelles (75411)			0			
Mécénats (75441)			0			
Abandons de frais de bénévoles (7541)			0			
Autres			0			
76 - Produits financiers			24 000			
77 - Produits exceptionnels			25 000			
Régimes de subventions (777)			0			
Autres			0			
78 - Reprises sur amortissements et provisions			230 000			
79 - Transfert de charges			240 000			
Autofinancement le cas échéant			39 968			
TOTAL DES PRODUITS	764 138	782 000	0			
87 - Contributions volontaires en nature	3 800	3 800	-3 800			
- Bénéficiaire			0			
- Prestations en nature	3 800	3 800	-3 800			
- Dons en nature			0			
Résultat Net	0	0	0			

	Budget 2022 (1)	Budget 2023 (1)	Réalisé 2023 (2)	Ecart en valeur (2)	Réalisé 2023 (2)
Personnel	2020	2021	Budget 2022	Budget 2023	Réalisé 2023 (2)
Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé	5	6	8	8	

(1) à renseigner pour le dossier de demande
(2) à renseigner pour la transmission des documents lors du bilan du projet

Recommandations pour la présentation du bilan qualitatif et quantitatif de l'action

Cette fiche est destinée à vous aider à la réalisation du bilan de l'action pour laquelle Bordeaux Métropole vous a accordé un financement. Ce bilan doit permettre aux responsables de l'organisme de rendre compte de l'utilisation des subventions accordées.

Nom de l'organisme bénéficiaire :

Intitulé de l'action :

1. BILAN QUALITATIF DE L'ACTION

- Date(s) de la manifestation :
- Durée de la manifestation (nombre de jours...) :
- Fréquence de la manifestation (annuelle...) :
- Manifestation gratuite payante
- Vente de produits et/ou services : oui non
- Visiteurs, participants :
- Quelles ont été les actions entreprises ? Décrire précisément les actions mises en œuvre
- L'intérêt de votre projet pour la métropole bordelaise :
- Quels sont les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux ?
- Liste revue de presse et couverture médiatique :
- Liste de vos outils de communication (site internet, plaquettes...) :

2. BILAN FINANCIER DE L'ACTION

- 2.1. Fournir le budget financier définitif « signé » faisant apparaître les écarts entre le prévisionnel et le réalisé
- 2.2. Décrire les règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée (exemple : quote-part ou pourcentage des loyers, des salaires ...) :
- 2.3. Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget financier définitif :
- 2.4. Observations à formuler sur le compte-rendu financier de l'opération subventionnée :

**Je soussigné(e), (nom et prénom) ..
représentant(e) légal(e) de l'organisme,
certifie exactes les informations du présent compte rendu**

Fait, le : | | | | | | | | | | **à**

Signature :